



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

commerce

Question au Gouvernement n° 229

Texte de la question

SOUTIEN À LA PRODUCTION FRANÇAISE

M. le président. La parole est à M. Thomas Thévenoud, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Thomas Thévenoud. Ma question s'adresse à Arnaud Montebourg, ministre du redressement productif. *(Huées sur de nombreux bancs du groupe UMP.)*

Il y a dans notre pays de grands groupes, de grandes entreprises, qui peuvent se payer à prix d'or des pages entières dans les journaux pour dénigrer le travail du Parlement. Et il y a de petites entreprises qu'on n'entend jamais et qui, pourtant, font beaucoup pour l'économie de notre pays.

M. Patrice Verchère. La restauration notamment !

M. Marcel Rogemont. On va restaurer la TVA sur la restauration !

M. Thomas Thévenoud. Monsieur le ministre, je veux vous parler d'une PME de ma circonscription. Une entreprise qui existe depuis 1936 et qui produit des parquets en chêne massif 100 % français. Son PDG se bat chaque jour pour trouver de nouveaux clients. Mais, lorsque je l'ai rencontré il y a quelques jours, il m'a redit son inquiétude face à la concurrence des produits importés.

Avec le même bois, issu des mêmes forêts, mais transformé à des milliers de kilomètres, ses concurrents chinois sont aujourd'hui en capacité de déverser sur le marché français des parquets 20 % moins chers.

Oui, monsieur le ministre, vous avez eu raison de lancer le débat sur le *made in France*. Bien sûr, il n'est pas question de fermer nos frontières, nos entreprises doivent pouvoir continuer à exporter.

Ce qu'il faut, c'est créer, comme l'a dit François Hollande, les conditions d'un juste échange et faire que l'industrie française ne soit pas en concurrence avec des pays qui n'ont pas les mêmes règles du jeu.

M. Jean-Luc Reitzer. C'est réussi !

M. Thomas Thévenoud. Pendant dix ans, la précédente majorité a laissé faire. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)* C'est sa marque de fabrique et son triste bilan, c'est notre déficit commercial. Nous, au contraire, nous pensons qu'il n'y a pas de fatalité au déclin industriel de la France.

Alors, ma question est directe : que compte faire le Gouvernement pour que nos compatriotes consomment davantage de produits français ? *(" Rien ! " sur les bancs du groupe UMP.)*

Et que pouvez-vous faire avec nos partenaires européens pour mieux défendre et protéger nos industriels qui, chaque jour, se battent pour créer de nouveaux produits et ouvrir de nouvelles frontières ? *(Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.)*

M. le président. La parole est à M. le ministre du redressement productif. *(Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

M. Arnaud Montebourg, *ministre du redressement productif*. Monsieur le député, je souhaite vous remercier pour le courage dont vous faites preuve dans la campagne de dénigrement personnalisé dont vous êtes l'objet de la part de la maison McDonald's qui vous réserve ses piques, bien injustifiées, à propos du dossier de la TVA sur la restauration. *(Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC, dont de nombreux membres se lèvent. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.)*

En effet, le Gouvernement souhaite rendre hommage à ceux qui chaque jour font la preuve que nous pouvons fabriquer en France. La responsabilité repose sur les épaules de tous : les grands groupes, les entreprises publiques, les collectivités locales, l'État, les consommateurs que nous appelons, dans un esprit de mobilisation

nationale, à utiliser leur pouvoir économique d'acheter. Il y a d'un côté le pouvoir électoral de voter, mais il y a aussi le pouvoir économique d'acheter ou de ne pas acheter.

M. Gérald Darmanin. Amateur !

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. La mobilisation dans notre pays, où les consommateurs commencent à se comporter en citoyens dans leurs actes d'achat, est un pas de plus vers la mobilisation nationale autour du *made in France*. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Mais le Gouvernement a souhaité aller plus loin. D'abord, inciter les collectivités locales, les entreprises publiques, les établissements publics à faire preuve de patriotisme économique. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) Avec Fleur Pellerin, nous venons de nommer un médiateur des marchés publics, qui téléphonera aux maires, aux présidents de conseils généraux, régionaux pour leur rappeler que nous devons défendre nos industries. (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC. - Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Autre point important, nous avons également sollicité les enseignes de la grande distribution. Nous leur demandons de mettre du tricolore dans leurs rayons pour attirer l'attention des consommateurs et en appeler à leur patriotisme des consommateurs. (*Mêmes mouvements.*)

Enfin, certains d'entre eux se sont même engagés auprès du ministère dont j'ai la charge...

M. le président. Merci, monsieur le ministre.

M. Arnaud Montebourg, *ministre*. Ce sera donc pour la prochaine fois ! (*Applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Données clés

Auteur : [M. Thomas Thévenoud](#)

Circonscription : Saône-et-Loire (1^{re} circonscription) - Socialiste, républicain et citoyen

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 229

Rubrique : Relations internationales

Ministère interrogé : Redressement productif

Ministère attributaire : Redressement productif

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [1er novembre 2012](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [1er novembre 2012](#)